

ASC2SI – Conseil en amélioration et sécurisation du SI

Exemples de texte d'information pour le recueil du consentement

Rédigé Par:

**Sébastien CLAUDE**

Gérant de la société

***Date de publication: 22/08/2018***

|  |
| --- |
| **Historique** |
| Version | Date de modification | Champ des modifications |
| 01 |  | Création  |
|  |  |  |

|  |
| --- |
| **Légitimité** |
| **Rédigé par :** Le  | **Validé par :** Le :  | **Vérifié par :** Mr S. CLAUDE, Dirigeant ASC2SILe :  | **Approuvé par :**Le : |

Sommaire

[I . Description 4](#__RefHeading___Toc922_1011941420)

[II . masque standard 4](#__RefHeading___Toc924_1011941420)

[III . Exemples 4](#__RefHeading___Toc942_1011941420)

[1 ) Exemple de l’abonnement a une newsletter 4](#__RefHeading___Toc944_1011941420)

[i - Objet du traitement de données 5](#__RefHeading___Toc946_1011941420)

[ii - Données traitées 5](#__RefHeading___Toc948_1011941420)

[iii - Personnes concernées 6](#__RefHeading___Toc950_1011941420)

[iv - Destinataires des données 6](#__RefHeading___Toc952_1011941420)

[v - Durée de conservation des données 6](#__RefHeading___Toc954_1011941420)

[vi - Sécurité 6](#__RefHeading___Toc956_1011941420)

[vii - Vos droits sur les données vous concernant 7](#__RefHeading___Toc958_1011941420)

[2 ) Exemple de recueil de consentement pour un formulaire en ligne 7](#__RefHeading___Toc960_1011941420)

[i - Objet du traitement de données 8](#__RefHeading___Toc962_1011941420)

[ii - Données traitées 8](#__RefHeading___Toc964_1011941420)

[iii - Personnes concernées 9](#__RefHeading___Toc966_1011941420)

[iv - Destinataires des données 9](#__RefHeading___Toc968_1011941420)

[v - Durée de conservation des données 9](#__RefHeading___Toc970_1011941420)

[vi - Sécurité 9](#__RefHeading___Toc972_1011941420)

[vii - Vos droits sur les données vous concernant 9](#__RefHeading___Toc974_1011941420)

[3 ) Exemple d’information en cas de géolocalisation des véhicules des salariés 10](#__RefHeading___Toc976_1011941420)

[a / Modalités de diffusion de l'information 10](#__RefHeading___Toc978_1011941420)

[b / Exemple 11](#__RefHeading___Toc980_1011941420)

[i - Objet du traitement (finalité et base légale) : 11](#__RefHeading___Toc982_1011941420)

[ii - Catégories de données : 11](#__RefHeading___Toc984_1011941420)

[iii - Destinataire des données : 11](#__RefHeading___Toc986_1011941420)

[iv - Durées de conservation des données : deux mois. 12](#__RefHeading___Toc988_1011941420)

[v - Vos droits : 12](#__RefHeading___Toc990_1011941420)

[4 ) Exemple d’information en cas d'accès à des locaux professionnels par badge 13](#__RefHeading___Toc992_1011941420)

[a / L’information des visiteurs 13](#__RefHeading___Toc994_1011941420)

[i - Niveau 1 de l'information : 13](#__RefHeading___Toc996_1011941420)

[ii - Niveau 2 de l'information : 13](#__RefHeading___Toc998_1011941420)

[b / Information des salariés 15](#__RefHeading___Toc1000_1011941420)

[5 ) Exemple d’information pour un dispositif de vidéosurveillance sur les lieux de travail 17](#__RefHeading___Toc1002_1011941420)

[a / Modalités de diffusion de l'information 17](#__RefHeading___Toc1004_1011941420)

[i - Niveau 1 de l'information : 17](#__RefHeading___Toc1006_1011941420)

[ii - Niveau 2 de l’information : 18](#__RefHeading___Toc1008_1011941420)

# Description

Ce document est un recueil d’exemple de texte devant être ajouté sur un formulaire ou un document papier destiné au recueil de données à caractère personnel. Ils ont été élaboré à partir des sources suivantes :

* <https://www.cnil.fr/fr/rgpd-exemples-de-mentions-dinformation>; CNIL

# masque standard

Les éléments essentiels qui doivent figurer dans l’information sont :

* **Identité et coordonnées de l’organisme** (responsable du traitement de données) ;
* **Finalités** (à quoi vont servir les données collectées) ;
* **Caractère obligatoire ou facultatif** du recueil des données et conséquences pour la personne en cas de non-fourniture des données ;
* **Destinataires** ou catégories de destinataires des données
* **Durée de conservation** des données (ou critères permettant de la déterminer) ;
* **Droits des personnes** concernées (opposition, accès, rectification, effacement ; nouveaux droits RGPD : limitation, portabilité) ;
* existence d’un **transfert** des données vers un pays **hors Union européenne** (ou vers une organisation internationale) et garanties associées.

La base légal du traitement est défini par l’article 6 du RGPD :

*Le traitement n'est licite que si, et dans la mesure où, au moins une des conditions suivantes est remplie:*

1. *la personne concernée a consenti au traitement de ses données à caractère personnel pour une ou plusieurs finalités spécifiques;*
2. *le traitement est nécessaire à l'exécution d'un contrat auquel la personne concernée est partie ou à l'exécution de mesures précontractuelles prises à la demande de celle-ci;*
3. *le traitement est nécessaire au respect d'une obligation légale à laquelle le responsable du traitement est soumis;*
4. *le traitement est nécessaire à la sauvegarde des intérêts vitaux de la personne concernée ou d'une autre personne physique;*
5. *le traitement est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investi le responsable du traitement;*
6. *le traitement est nécessaire aux fins des intérêts légitimes poursuivis par le responsable du traitement ou par un tiers, à moins que ne prévalent les intérêts ou les libertés et droits fondamentaux de la personne concernée qui exigent une protection des données à caractère personnel, notamment lorsque la personne concernée est un enfant.*

*Le point f) du premier alinéa ne s'applique pas au traitement effectué par les autorités publiques dans l'exécution de leurs missions.*

# Exemples

## Exemple de l’abonnement a une newsletter

L’information doit se faire sur plusieurs niveau afin de rester clair un pour ne pas surcharger la personne.

Tout d’abord présenter le champs de saisi de façon simple :

Expliquez ensuite de façon claire et complète comment est utilisé et par qui cette adresse mail :

Votre adresse de messagerie est uniquement utilisée pour vous envoyer les lettres d'information de la société ABC. Vous pouvez à tout moment utiliser le lien de désabonnement intégré dans la newsletter.

Puis ajouter un lien vers une page décrivant la politique de l’organisme sur la gestion des données personnelles :

En savoir plus sur la gestion de vos données et vos droits.

Cette dernière page présentera de façon détaillé les éléments suivants :

#### Objet du traitement de données

**Finalités**

Le traitement a pour objet la gestion de l'envoi de la lettre d'information de la société ABC.

Il permet à la société ABC :

* la gestion des abonnements ;
* l'élaboration de statistiques liées au service.

**Base légale**

Sélectionner dans chapitre II le motif légitime en lien avec l’article 6 du RGPD,

#### Données traitées

**Catégories de données traitées**

* adresse de courrier électronique (e-mail),
* date d’abonnement,
* statistiques liées au service de newsletter.

**Source des données**

Les données sont issues de l’enregistrement, par la personne souhaitant recevoir la newsletter, de son e-mail dans le champ d’inscription en pied de page du site de la société (www.ABC.fr).

**Caractère obligatoire du recueil des données**

Le recueil de l’adresse de courrier électronique est obligatoire pour l’envoi de la lettre d’information.

**Prise de décision automatisée**

Le traitement ne prévoit pas de prise de décision automatisée.

#### Personnes concernées

Le traitement de données concerne uniquement les personnes qui souhaitent s’enregistrer sur ABC.fr pour recevoir la lettre d’information de la société.

#### Destinataires des données

**Catégories de destinataires**

Sont destinataires des données :

* le service de la communication (webmaster) de la société ABC ;
* le service informatique (gestionnaire de la base de données) de la société.

**Transferts des données hors UE**

Aucun transfert de données hors de l'Union européenne n'est réalisé.

#### Durée de conservation des données

La société ABC conserve l’adresse e-mail tant que la personne concernée ne se désinscrit pas (via le lien de désinscription intégré aux newsletters).

#### Sécurité

Le site de la société fait l’objet d’une homologation (référentiel général de sécurité).

#### Vos droits sur les données vous concernant

**Exercer ses droits**

Le délégué à la protection des données (DPO) de la société ABC est votre interlocuteur pour toute demande d'exercice de vos droits sur ce traitement.

* Contacter notre DPO par voie électronique : dpo@abc.fr
* Contacter notre DPO par courrier postal :

Le délégué à la protection des données

Société ABC

Rue la Transparence

96 000 CONFIANCE

[NB : si vous n’avez pas de DPO, indiquez des coordonnées précises où exercer ces droits dans l’entreprise].

Si vous estimez, après nous avoir contactés, que vos droits Informatique et Libertés ne sont pas respectés ou que le dispositif de contrôle d’accès n’est pas conforme aux règles de protection des données, vous pouvez adresser une réclamation à la CNIL.

## Exemple de recueil de consentement pour un formulaire en ligne

Il s’agit ici d’un formulaire en ligne sur lequel vous êtes amené à recueillir plusieurs information sur les personnes : nom, prénom, adresse, téléphone, motif de la question,..

Sur cet exemple aussi il est important d’informer l’utilisateur de façon claire et précise en utilisant des moyens d’information à plusieurs niveau :

Les informations recueillies à partir de ce formulaire sont transmises au service de la communication de la société pour gérer vos remarques sur le site ABC.fr.

Ajoutez comme précédemment un lien vers une page décrivant les éléments spécifiques à ce traitement.

En savoir plus sur la gestion de vos données et vos droits.

Cette dernière page présentera de façon détaillé les éléments suivants :

#### Objet du traitement de données

**Finalités**

Le traitement a pour objet la gestion des demandes relatives aux produits de la société ABC.

Il permet à la société ABC :

* La réception des remarques et signalements adressés à la rédaction et au webmestre
* La gestion des suites données aux remarques reçues

**Base légale**

Sélectionner dans chapitre II le motif légitime en lien avec l’article 6 du RGPD,

#### Données traitées

**Catégories de données traitées**

* Identité ;
* Coordonnées (adresse électronique) ;
* Date et objet de la demande ;
* Suites apportées.
* Source des données

Les données sont transmises par le client qui souhaite adresser une remarque ou un signalement sur un produit de la société.

**Caractère obligatoire du recueil des données**

Le formulaire de contact de la rédaction du site ABC.fr prévoit un recueil obligatoire des données pour la bonne prise en compte de la demande.

**Prise de décision automatisée**

Le traitement ne prévoit pas de prise de décision automatisée.

#### Personnes concernées

Le traitement de données concerne les personnes qui souhaitent adresser une remarque ou un signalement relatif aux produits de la société.

#### Destinataires des données

**Catégories de destinataires**

Sont destinataires des données :

* le service de la communication de la société ;
* le service en charge de l’élaboration du produit désigné
* le cas échéant, les autres services de la société contributeurs.

**Transferts des données hors UE**

Aucun transfert de données hors de l'Union européenne n'est réalisé.

#### Durée de conservation des données

Les données sont conservées 5 ans à compter du traitement de la demande.

#### Sécurité

Le site de la société est sécurisé par la technologie ProSecureIT et évaluer par un service interne de sécurité du SI.

Le système d’information de la société fait l’objet d’audit régulier de sécurité et d’un système d’amélioration continu quant au version des logiciels employés.

#### Vos droits sur les données vous concernant

**Exercer ses droits**

Le délégué à la protection des données (DPO) de la société ABC est votre interlocuteur pour toute demande d'exercice de vos droits sur ce traitement.

* Contacter notre DPO par voie électronique : dpo@abc.fr
* Contacter notre DPO par courrier postal :

Le délégué à la protection des données

Société ABC

Rue la Transparence

96 000 CONFIANCE

[NB : si vous n’avez pas de DPO, indiquez des coordonnées précises où exercer ces droits dans l’entreprise].

Si vous estimez, après nous avoir contactés, que vos droits Informatique et Libertés ne sont pas respectés ou que le dispositif de contrôle d’accès n’est pas conforme aux règles de protection des données, vous pouvez adresser une réclamation à la CNIL.

## Exemple d’information en cas de géolocalisation des véhicules des salariés

**Cas pratique :** la société ABCD est une entreprise d’ambulance, qui emploie neuf ambulanciers. Le prix du transport par ambulance peut être calculé au tarif kilométrique et la société ABCD décide donc d’équiper ses véhicules de transport sanitaire d’un système de géolocalisation. Ce dispositif n’est pas utilisé à des fins de suivi du temps de travail des salariés.

### Modalités de diffusion de l'information

Pour se conformer au RGPD, la société ABCD peut informer ses salariés sur un support unique, par exemple :

* par la remise d’une note à chacun de ses neuf salariés,
* par un courriel adressé à chacun de ses neuf salariés,
* sur une notice, fournie systématiquement, à l’embauche d’un nouvel employé lors de la signature de son contrat de travail.

Cette information devrait également figurer de manière permanente sur son intranet / règlement intérieur à la rubrique « Politique de protection des données » - Onglet « Géolocalisation », pour permettre aux salariés d’exercer leurs droits. A défaut d’un intranet ou de l’existence d’un règlement intérieur, cette information doit pouvoir être fournie, à tout moment, sur demande des salariés adressée à dpo@abcd.fr (ou à gestionpersonnel@abcd.fr en l’absence d’un DPO).

### Exemple

#### Objet du traitement (finalité et base légale) :

La société ABCD, dont le siège est situé à CONFIANCE (96 000) - Rue la Transparence, équipe ses ambulances d’un système de géolocalisation afin d’assurer le suivi et la facturation de la prestation de transport qu’elle effectue. Le système n’a pas pour objet le suivi du temps de travail des salariés et ne permet pas davantage de contrôler les déplacements en-dehors du temps de travail.

La base légale du traitement est l’intérêt légitime (cf. article 6.1.f) du Règlement européen sur la protection des données).

(NB : la mise en place d’un système de géolocalisation peut également se fonder, par exemple, sur le respect d’une obligation légale ou réglementaire imposant la mise en œuvre du dispositif en raison du type de transport ou de la nature des biens transportés ou encore sur la sûreté ou la sécurité de l’employé lui-même ou des marchandises ou véhicules dont il a la charge).

#### Catégories de données :

* Identification de l'employé : nom, prénom, coordonnées professionnelles, matricule interne, numéro de plaque d'immatriculation du véhicule ;
* Données relatives aux déplacements des employés : données de localisation issues de l'utilisation d'un dispositif de géolocalisation, nombre de kilomètres parcourus, historique des déplacements effectués.

#### Destinataire des données :

**la personne chargée de la gestion du personnel**

(NB : la société ABCD étant une TPE (moins de dix salariés), elle ne dispose pas de plusieurs services. Dans une société plus importante, il pourrait y avoir plusieurs catégories de destinataires des données comme, par exemple :

* Les personnels qui coordonnent, planifient ou suivent les interventions.
* Les personnels des ressources humaines).

#### Durées de conservation des données : deux mois.

**deux mois**

Néanmoins, les données peuvent être conservées pour une durée supérieure dans deux cas : pendant un an à des fins de preuve de l'exécution des prestations, s’il n’est pas possible de rapporter cette preuve par un autre moyen ; en cas de contestation des prestations effectuées, jusqu’au règlement de la contestation.

#### Vos droits :

Vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d’opposition, d’un droit de rectification et d’un droit à la limitation du traitement de vos données (cf. cnil.fr pour plus d’informations sur vos droits).

Pour exercer ces droits ou pour toute question sur le traitement de vos données dans ce dispositif, vous pouvez contacter **gestionpersonnel@abcd.fr.**

(NB : si la société ABCD avait un DPO, elle indiquerait :

Pour exercer ces droits ou pour toute question sur le traitement de vos données dans ce dispositif, vous pouvez contacter notre DPO.

 Contacter notre DPO par voie électronique : **dpo@abcd.fr**

 Contacter notre DPO par courrier postal :

Le délégué à la protection des données

Société ABCD

Rue la Transparence

96 000 CONFIANCE )

Si vous estimez, après nous avoir contactés, que vos droits Informatique et Libertés ne sont pas respectés ou que le dispositif de géolocalisation n’est pas conforme aux règles de protection des données, vous pouvez adresser une réclamation à la CNIL.

## Exemple d’information en cas d'accès à des locaux professionnels par badge

**Cas pratique :** l’entreprise ABCD se dote d’un système non biométrique d’accès par badge afin de permettre le contrôle des personnes qui entrent dans ses locaux (salariés et visiteurs).

### L’information des visiteurs

La société ABCD peut informer les visiteurs en utilisant deux niveaux d’information.

* Le niveau 1 est diffusé sur un panneau d’information affiché à proximité du dispositif de contrôle d’accès aux locaux de la société ABCD
* Pour le niveau 2, une notice d’information plus complète relative à la gestion des données personnelles et aux droits des personnes doit être mise à la disposition des visiteurs lors de la délivrance de leur badge.

Si la société ABCD adresse des consignes d’accès aux visiteurs avant leur venue, cette notice peut également être envoyée en amont, par courriel, à cette occasion.

#### Niveau 1 de l'information :

diffusé sur un **panneau d’information** affiché à proximité du dispositif de contrôle d’accès aux locaux

Afin de contrôler l’accès à ses locaux, la société ABCD demande à ses visiteurs de se munir d’un badge en s’identifiant à l’accueil.

Les données enregistrées dans ce dispositif d’accès aux locaux sont conservées pendant trois mois et sont accessibles au personnel en charge de la sécurité.

Une notice d’information plus complète est à votre disposition à l’accueil. Pour exercer vos droits Informatique et Libertés et pour toute information sur ce dispositif, contactez notre délégué à la protection des données (DPO) (ou, si vous n’avez pas désigné de DPO, une personne identifiée par sa fonction) en écrivant à dpo@abcd.fr (ou securite@abcd.fr) ou à l’adresse postale suivante : XXXX

#### Niveau 2 de l'information :

notice de la société ABCD mise à disposition lors de la remise du badge

**Objet du traitement (finalité et base légale) :**

La société ABCD dont le siège est situé à CONFIANCE (96 000) – Rue de la Transparence a mis en place un système d’accès par badge pour contrôler l’accès à ses locaux.

La base légale du traitement est l’intérêt légitime (cf. article 6.1.f) du Règlement européen sur la protection des données).

**Données enregistrées sur les visiteurs de la société ABCD :**

* Identité : nom, prénom.
* Vie professionnelle : société d'appartenance et nom du salarié ou de l'agent public accueillant le visiteur.
* Date et heures d'entrée et de sortie.
* Nom du salarié ou de l’agent accueillant le visiteur.

**Destinataires :**

Les destinataires des données sont uniquement les personnels habilités d’ABCD en charge de la sécurité et les personnels de la société en charge de la maintenance du matériel, à cette seule fin.

**Durée de conservation :**

Les données sont conservées trois mois à compter du jour de votre visite.

**Droits des personnes :**

Vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d’opposition, d’un droit de rectification et d’un droit à la limitation du traitement de vos données (cf. cnil.fr pour plus d’informations sur vos droits).

Pour exercer ces droits ou pour toute question sur le traitement de vos données dans ce dispositif, vous pouvez contacter notre délégué à la protection des données (DPO).

* Contacter notre DPO par voie électronique : dpo@abcd.fr
* Contacter notre DPO par courrier postal :

Le délégué à la protection des données

Société ABCD

Rue la Transparence

96 000 CONFIANCE

[NB : si vous n’avez pas de DPO, indiquez des coordonnées précises où exercer ces droits dans l’entreprise].

Si vous estimez, après nous avoir contactés, que vos droits Informatique et Libertés ne sont pas respectés ou que le dispositif de contrôle d’accès n’est pas conforme aux règles de protection des données, vous pouvez adresser une réclamation à la CNIL.

### Information des salariés

La société ABCD peut informer ses salariés sur un support unique.

Par exemple :

* par un courriel à l’attention de l’ensemble du personnel ;
* sur une notice, fournie systématiquement à l’embauche du salarié lors de la signature de son contrat de travail.

Cette information devrait également figurer de manière permanente sur son intranet / règlement intérieur à la rubrique « Politique de protection des données » - Onglet « Accès par badge », pour permettre aux salariés d’exercer leurs droits. A défaut d’un intranet ou de l’existence d’un règlement intérieur, cette information doit pouvoir être fournie, à tout moment, sur demande des salariés adressée à dpo@abcd.fr (ou à securite@abcd.fr en l’absence d’un DPO)

**Objet du traitement (finalité et base légale) :**

La société ABCD a mis en place un système non biométrique d’accès par badge afin de contrôler l’accès à ses locaux.

La base légale du traitement est l’intérêt légitime (cf. article 6.1.f) du Règlement européen sur la protection des données).

**Données enregistrées sur les employés de la société ABCD :**

* Identité : nom, prénom, numéro de matricule interne, service, photographie.
* Badge : numéro du badge, date de validité.
* Date et heures d'entrée et de sortie.

**Destinataires des données :**

* Les personnes habilitées du service du personnel.
* Les personnes habilitées du service gérant la sécurité des locaux.

**Durée de conservation des données : 3 mois.**

**Droits des personnes :**

Vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d’opposition, d’un droit de rectification et d’un droit à la limitation du traitement de vos données (cf. cnil.fr pour plus d’informations sur vos droits).

Pour exercer ces droits ou pour toute question sur le traitement de vos données dans ce dispositif, vous pouvez contacter notre délégué à la protection des données (DPO).

* Contacter notre DPO par voie électronique : dpo@abcd.fr
* Contacter notre DPO par courrier postal :

Le délégué à la protection des données

Société ABCD

Rue la Transparence

96 000 CONFIANCE

[NB : si vous n’avez pas de DPO, indiquez des coordonnées précises où exercer ces droits dans l’entreprise]

Si vous estimez, après nous avoir contactés, que vos droits Informatique et Libertés ne sont pas respectés ou que le dispositif de contrôle d’accès n’est pas conforme aux règles de protection des données, vous pouvez adresser une réclamation en ligne à la CNIL ou par voie postale.

## Exemple d’information pour un dispositif de vidéosurveillance sur les lieux de travail

**Cas pratique :** la société ABCD installe dans ses locaux, non ouverts au public, un système de vidéosurveillance afin d’assurer la sécurité de ses biens et celle de ses salariés.

### Modalités de diffusion de l'information

Pour se conformer au RGPD, la société ABCD informe ses salariés et les visiteurs occasionnels de ses locaux en utilisant deux niveaux d’information.

* Niveau 1 de l’information : sur un panneau d’information affiché dans les locaux de la société ABCD
* Niveau 2 de l’information : Règlement intérieur ou intranet ABCD.

Une notice d’information plus complète relative à la gestion des données personnelles et aux droits des personnes est remise aux salariés. Elle peut être adressée par courriel à l’ensemble du personnel et remise à l’embauche du salarié, lors de la signature du contrat.

 En complément, cette notice est également disponible sur l’intranet de la société ABCD ou dans le règlement intérieur. A défaut d’un intranet ou de l’existence d’un règlement intérieur, cette information doit pouvoir être fournie, à tout moment, sur demande des salariés adressée à dpo@abcd.fr (ou à securite@abcd.fr en l’absence d’un DPO).

 Si des prestataires ou des visiteurs occasionnels sont amenés à être filmés dans les locaux de la société ABDC, cette information doit également leur être accessible. La notice d’information complète doit donc être mise à disposition de toute personne pénétrant dans les locaux et en faisant la demande : elle doit alors leur être remise directement si la demande est exercée sur place ou adressée par courriel ou courrier postal en cas de demande exercée à distance.

#### Niveau 1 de l'information :

diffusé sur un panneau d’information affiché dans les locaux de la société ABCD

Établissement placé sous vidéosurveillance par ABCD pour la sécurité des personnes et des biens.

Les images sont conservées pendant un mois et peuvent être visionnées, en cas d’incident, par le personnel habilité de la société ABCD et par les forces de l’ordre.

Pour exercer vos droits Informatique et Libertés, notamment votre droit d’accès aux images qui vous concernent, ou pour toute information sur ce dispositif, vous pouvez contacter notre délégué à la protection des données (DPO) (ou, si vous n’avez pas désigné de DPO, une personne identifiée par sa fonction) en écrivant à dpo@abcd.fr (ou securite@abcd.fr) ou à l’adresse postale suivante : XXXX.

Pour en savoir plus sur la gestion de vos données personnelles et vos droits, rendez-vous sur l’intranet ABCD / le règlement intérieur – Rubrique « Politique de protection des données »

#### Niveau 2 de l’information :

diffusé dans le règlement intérieur ou l'intranet de la société ABCD

**Objet du traitement (finalité et base légale) :**

La société ABCD dont le siège est situé à CONFIANCE (96 000) – Rue de la Transparence a placé ses locaux sous vidéosurveillance afin d’assurer la sécurité de son personnel et de ses biens. Les images enregistrées dans ce dispositif ne sont pas utilisées à des fins de surveillance du personnel ni de contrôle des horaires.

La base légale du traitement est l’intérêt légitime (cf. article 6.1.f) du Règlement européen sur la protection des données).

**Données et catégories de personnes concernées :**

Les employés de la société ABCD sont filmés par le dispositif. Les visiteurs occasionnels des locaux de la société sont également susceptibles d’être filmés.

**Destinataires :**

Les images peuvent être visionnées, en cas d’incident, par le personnel habilité de la société ABCD (à préciser, par exemple le personnel en charge de la sécurité ou des ressources humaines) et par les forces de l’ordre. Les personnels de la société en charge de la maintenance du matériel peuvent également accéder aux images, à cette seule fin.

**Durée de conservation :**

Les images sont conservées un mois.

En cas d’incident lié à la sécurité des personnes et des biens, les images de vidéosurveillance peuvent néanmoins être extraites du dispositif. Elles sont alors conservées sur un autre support le temps du règlement des procédures liées à cet incident et accessibles aux seules personnes habilitées dans ce cadre.

**Droits des personnes :**

Vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d’opposition et d’un droit à la limitation du traitement de vos données (cf. cnil.fr pour plus d’informations sur vos droits).

Pour exercer ces droits ou pour toute question sur le traitement de vos données dans ce dispositif, vous pouvez contacter notre délégué à la protection des données (DPO).

* Contacter notre DPO par voie électronique : dpo@abcd.fr
* Contacter notre DPO par courrier postal :

Le délégué à la protection des données

Société ABCD

Rue la Transparence

96 000 CONFIANCE

[NB : si vous n’avez pas de DPO, indiquez des coordonnées précises où exercer ces droits dans l’entreprise].

Si vous estimez, après nous avoir contactés, que vos droits Informatique et Libertés ne sont pas respectés ou que le dispositif vidéo n’est pas conforme aux règles de protection des données, vous pouvez adresser une réclamation en ligne à la CNIL ou par courrier postal.